

Clency Bibi : « On ignore quand le rapport du consultant sera publié »

MARIO BOUTIA

Face au retard de la publication du rapport salarial du consultant, nécessaire pour entamer les négociations sur un accord collectif 2021-2025, la CEB Staff Association, dont le président est Clency Bibi, tiendra une assemblée générale dans les prochains jours en vue d'organiser une action syndicale.

Le dirigeant ne cache pas son exaspération et demande au ministre du Travail, Soodesh Callichurn, de contraindre la direction du CEB de respecter les dispositions de l'Employment Relations Act relatives à l'accord collectif. Il cite l'article 55 (3A) qui stipule que les négociations pour le renouvellement d'un accord collectif doivent commencer

au moins trois mois avant l'expiration de l'accord en cours. Or, comme il le fait ressortir, le dernier rapport qui est toujours en cours, puisqu'il n'a pas encore été renouvelé, date de 2017-2021. « Ce qui est plus grave, c'est qu'à ce jour, on ignore quand le rapport du consultant sera publié », dit-il.

Clency Bibi estime que les relations industrielles au sein du CEB ne cessent de se détériorer, car beaucoup de problèmes découlant du dernier rapport salarial persistent, notamment la question du réajustement de la pension de retraite avec effet rétroactif à 2017. Il rappelle que cette revendication fait partie des 24 points de litige soumis à l'Employment Relations Tribunal (ERT) dans le sillage des négociations sur le rapport

salarial 2017-2021.

Le syndicaliste explique qu'avant la conclusion de l'accord salarial, le tribunal avait recommandé que la direction du CEB et le syndicat entament de nouvelles négociations sur ce point litigieux. « Ces négociations ont effectivement eu lieu et nous sommes arrivés à un accord mais malheureusement, il n'a pas encore été approuvé par le conseil d'administration. » Il ajoute qu'avec l'érosion du pouvoir d'achat, les retraités du CEB vont sombrer dans une pauvreté relative si leur pension de retraite n'est pas ajustée. Clency Bibi souhaite donc que le ministre des Services publics, Joe Lesjongard, organise une réunion tripartite en vue de clarifier la situation.

Le Dési Mercredi 2 Mars 2024